



Le 3 janvier 2026, après des années de déstabilisation et des mois de menaces militaires directes, l'armée étasunienne envahit l'espace aérien vénézuélien et enlève le président ouvrier Nicolas Maduro. Les commandos savent précisément où il se trouve et où sont les cibles à éliminer pour l'atteindre. La garde présidentielle est méthodiquement liquidée, parmi elle, 32 cubains. Au total, l'opération se solde par une centaine de morts côté vénézuélien, et un nombre inconnu du côté des États-Unis.

Les hélicoptères américains sont entrés au Venezuela, se sont posés, puis sont repartis sans réponse du commandement des forces armées du pays, seuls quelques soldats non informés au préalable ont ouvert le feu. Non seulement la CIA a bénéficié d'informateurs au plus haut niveau, mais les faits suggèrent que l'ordre a été donné de ne pas riposter, contrairement à la fable hollywoodienne de commandos US auxquels rien ne peut résister.

Le pouvoir est aussitôt repris par Delcy Rodriguez, avocate formée en France, vice-présidente, pour une durée maximale de 90 jours, renouvelable une fois, comme le prévoit la constitution du pays. C'est le début d'une série de mesures pour sortir le pays du processus de révolution bolivarienne et organiser un virage politique à 180 degrés.

TRUMP NE CACHE PAS SON INTÉRÊT POUR LES RESSOURCES DU VENEZUELA :

le pétrole bien sûr (avec des réserves de 300 milliards de barils, devant l'Arabie saoudite) et le gaz, mais pas seulement car le pays regorge de richesses naturelles parmi lesquelles l'or, son potentiel hydroélectrique énorme, les diamants, la bauxite, le minerai de fer, etc. Il écarte l'opposante d'extrême-droite Maria Corina Machado (qui va pourtant jusqu'à lui offrir son prix

Nobel de la paix !) et mise sur Delcy Rodriguez pour faire du Venezuela « le 51e Etat américain ».

Quelques jours plus tard, la justice étasunienne reconnaît que le « Cartel des soleils », l'organisation de narcotrafic dirigée par Maduro, n'existe pas ! Et qu'il s'agissait donc d'un prétexte monté de toutes pièces.



Dès le 15 janvier, Delcy Rodriguez reçoit en grande pompe le directeur de la CIA à Caracas, pour soi-disant « instaurer la confiance », alors même que c'est la CIA qui est à la source de la séquestration à l'étranger du président légitimement élu Nicolas Maduro.

Le 29 janvier, le nouveau gouvernement Rodriguez adopte une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui ouvre en grand le secteur pétrolier et gazier (que Chavez avait placé sous strict contrôle public depuis 2006) aux multinationales privées. Seule ExxonMobil, estimant que la loi ne va pas encore assez loin, annonce qu'elle n'investira pas au Venezuela.



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .

FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) .

LBM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS

DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

Le 18 mars, Delcy Rodriguez limoge Padrino Lopez, chef des armées, qui n'avait pas riposté à l'invasion du 3 janvier, tandis que de nombreux postes clés du gouvernement changent de mains.

Le 2 avril, Washington lève les sanctions visant Delcy Rodriguez mais maintient en vigueur celles visant le pays et donc, la population. Les revenus du pétrole arrivent sur des comptes étasuniens et c'est la Maison blanche qui contrôle l'utilisation de l'argent au Venezuela.

Le 12 juin, le chef de l'organisation criminelle Tren de Aragua « Niño Guerrero » est tué sur le sol vénézuélien, par une frappe étasunienne, conformément à leur politique d'assassinats ciblés, mais contraire au droit international et à tout droit humain. Sans aucunement défendre les exactions du chef de gang, comment accepter ces méthodes mafieuses qui ne se préoccupent pas de savoir si le criminel était ou non entouré de personnes innocentes, comme l'était par exemple le chef iranien Khamenei lors de son exécution ? **Cet épisode montre comment l'armée étasunienne peut désormais agir à sa guise dans le pays devenu une république bananière.**



Le 26 juin, un double tremblement de terre dévaste le Venezuela, faisant des milliers de victimes dont beaucoup restent encore sous les décombres. L'ONU estime le montant des dégâts à 6,7 milliards de dollars. Fait révélateur, les États-Unis envoient de l'aide, constituée principalement, non de secouristes mais de militaires, ce qui est approuvé par le gouvernement Rodriguez. Pourtant, l'exemple de Haïti et le séisme meurtrier de 2010 avait servi de prétexte à l'envoi de 20.000 Marines, ouvrant la voie à un véritable contrôle (toujours actuel) de l'île haïtienne par le régime de Washington.

Avec un cynisme absolu, Trump annonce 150 millions de dollars d'aide humanitaire, en même temps qu'il maintient les sanctions contre la population vénézuélienne, et le gel des actifs vénézuéliens d'un montant de 30 milliards de dollars.

Le 6 juillet, Delcy Rodriguez valide un plan de reconstruction de la Guaira (région la plus touchée par le séisme au Venezuela) par l'armée israélienne, celle-là même qui a rasé Gaza et exterminé des milliers de Palestiniens ! Un comble quand on connaît les positions politiques constantes du Venezuela en défense de la Palestine occupée !

Aujourd'hui, Delcy Rodriguez annonce qu'il n'est pas question de lâcher le pouvoir bien que les 180 jours constitutionnels soient passés. D'ailleurs, Trump a écarté l'opposante Machado car la politique de Rodriguez est conforme à ses attentes, il le révèle dans ses communiqués où il annonce que les USA n'ont jamais gagné autant d'argent qu'actuellement au Venezuela, plus de 5,5 milliards de dollars au cours des six premiers mois !

Pendant ces 6 mois, la population vénézuélienne a vu ses conditions de vie se dégrader drastiquement. L'inflation dépasse 600%, il n'y a pas de politique de contrôle des prix, les salaires ne suivent absolument pas, la souveraineté du pays est bafouée chaque jour avec une véritable invasion de ressortissants étasuniens qui ont commencé le pillage systématique des ressources naturelles. Les « colectivos », ces milices boliviennes motorisées et armées, chargées à l'origine de protéger la Révolution, sont utilisées par Diosdado Cabello, le ministre de l'intérieur, pour cadencer toute tentative de soulèvement populaire.

**OUI, CHÀVEZ EST TRAHI !
ET AVEC LUI LE PEUPLE VÉNÉZUELIEN !**

La reddition de secteurs stratégiques tels que le pétrole et l'or, dans des conditions d'occupation impérialiste, montre la fragilité des projets politiques qui dépendent de la conciliation avec le capital ou de son intégration partielle dans le système capitaliste mondial. On ne peut négocier avec l'impérialisme, on doit le combattre !

La lutte pour la souveraineté populaire ne peut pas être réduite à l'administration d'un État redevenu capitaliste sous la pression extérieure de l'Empire US.

C'est au peuple, travailleurs et travailleuses du Venezuela, qu'il revient de reprendre le chemin de la révolution bolivarienne abandonné par le gouvernement Rodriguez, par son intervention directe, par la grève et par l'action.